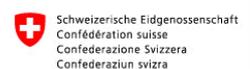




Concertation sous régionale pour une Transhumance transfrontalière apaisée dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun et République Centrafricaine).

Compte rendu : principales conclusions et recommandations





I. Introduction

1. L'organisation d'une concertation sous régionale pour une transhumance apaisée dans le bassin du Lac Tchad répondait à une triple préoccupation:
 - a. Mettre en œuvre les recommandations de la 5^{ème} édition de la concertation de haut pour une transhumance apaisée des pays du Couloir Central (Bénin, Nigeria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Niger, Burkina Faso et Mali), notamment celles relatives à la décentralisation de cet instrument de prévention et gestion des crises liées au pastoralisme et à la transhumance transfrontalière.
 - b. Amplifier la portée et le champ des concertations que les organisations socioprofessionnelles, notamment APÉSS conduisent chaque année sous le sponsor du Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) dans cette zone. La concertation vise aussi à accompagner les efforts que déploient les pouvoirs publics de l'Afrique Centrale, notamment les autorités de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEAC), de la Commission Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de la Commission Economique du bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVRHA), les Etats pour sécuriser les personnes, les activités économiques en général et le pastoralisme en particulier dans cette région.
 - c. Informer les acteurs qui sont à l'interface des problématiques du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière des initiatives en cours en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Lac Tchad, notamment : (i) l'évaluation de l'état de mise en œuvre du cadre réglementaire du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière, ainsi que les législations en vigueur dans les quinze pays de la Communauté, et leur renégociation le cas échéant ; (ii) une analyse de la perception des acteurs, afin d'apprécier l'état d'esprit et des écarts ou jugements subjectifs portés sur le pastoralisme et la transhumance; (iii) la construction d'une vision partagée des systèmes d'élevage mobiles des ruminants s'appuyant sur une stratégie régionale de développement des systèmes d'élevage et de sécurisation du pastoralisme.

II. Objectifs et résultats attendus de cette 1^{ère} édition de la concertation sous régionale dans le bassin du Lac Tchad.

2. L'objectif de cette 1^{ère} édition de la concertation de haut niveau était de contribuer à l'amélioration de la gestion des flux de transhumance transfrontalière et infra nationale, en fournissant aux décideurs politiques des informations leur permettant de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles relatives aux déplacements des animaux entre les pays en présence. En dernier ressort, il s'agit de susciter une dynamique de concertation de haut niveau entre les acteurs du sous secteur de l'élevage en général et des systèmes d'élevage mobiles, en particulier.

3. Les objectifs spécifiques de la 1^{ère} édition de la concertation sous régionale étaient les suivants :

- a. Faire le bilan de campagne de la transhumance transfrontalière 2018/2019 et faire la programmation de celle 2019/2020 ;
- b. Informer les acteurs sur l'état de mise en œuvre des programmes majeurs qui touchent au pastoralisme et à la transhumance transfrontalière en cours en Afrique de l'Ouest et au Sahel (PRAPS, PREDIP, PEPISAO, PACBAO).
- c. Informer les acteurs sur les grands chantiers de la communauté régionale pour construire une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel.
- d. Echanger sur les perspectives d'institutionnalisation de la concertation de haut niveau entre les acteurs pour une transhumance apaisée.

4. Les résultats attendus étaient les suivants :

- a. Le bilan de la campagne de transhumance 2018/2019 est réalisé et les mesures pour apaiser la transhumance 2019/2020 sont définies ;
- b. Les participants à la concertation sont informés de l'état de mise en œuvre des projets régionaux sur le pastoralisme et la transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest et au Sahel ;
- c. Les participants sont informés du processus de construction d'une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel ;
- d. Les voies et moyens pour institutionnaliser la concertation entre les acteurs sur la transhumance transfrontalière apaisée dans le couloir Ouest sont définis.

III. Participants et déroulement de la rencontre

5. Les participants de la 1^{ère} édition de la rencontre sous régionale pour une transhumance apaisée dans le couloir Ouest étaient : les Experts, représentants l'ensemble des pays du Bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun et République Centrafricaine); les représentants des Organisations inter-gouvernementales (OIG): Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sècheresse dans le Sahel (CILSS), de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBVIRHA); les représentants des Organisations professionnelles agricoles, pastorales, de la société civile et du secteur privé : APESS, RBM,

ROPPA, COFENABVI ; les représentants des partenaires techniques et autres institutions techniques d'appui et de facilitation : Hub Rural, CILSS et des responsables des programmes centrés sur l'élevage.

6. La rencontre s'est déroulée en trois grandes sessions :

- La première session visait à partager le bilan de la campagne écoulée 2018/2019 et à définir les actions pour assurer une campagne de transhumance transfrontalière apaisée en 2019/2020,
- La seconde session a été dédiée aux informations sur l'état de mise en œuvre des projets qui touchent au pastoralisme et aux initiatives et actions en cours pour construire une vision partagée autour des systèmes d'élevage mobiles.
- La troisième session a traité des chantiers de construction de la vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

IV. La cérémonie d'ouverture

7. La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre allocutions ; celles des représentants de l'APESS, du CILSS, de la CEDEAO, suivies du discours d'ouverture du Directeur Général de l'Elevage du Ministère de l'élevage et des Productions Animales du Tchad (MEPA).

- a. **Le représentant du Président de l'APESS, Mr DJAFAROU SADIOU, Président de la CNC/Cameroun** a d'entrée souligné que la pertinence de la rencontre n'est plus à démontrer et de ce fait les résultats attendus seront sans doute atteints, en souhaitant que le bilan de la campagne d'élevage 2018/2019 soit satisfaisant et que les résultats escomptés de celle 2019/2020 soient atteints. Il a ensuite encouragé la mise en place de mécanismes pour l'autonomisation des acteurs locaux allant dans le sens de leur éducation sur les textes existants en matière de transhumance transfrontalière et l'identification des zones d'insécurité afin de réduire leur vulnérabilité face aux conflits armés.
- b. **Le représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS, Mr Philippe ZOUNGRANA** a remercié les autorités tchadiennes pour avoir accepté d'abriter la tenue de la concertation. Il a rappelé le contexte et les potentialités de la région avant de mettre l'accent sur les contraintes (transhumance, insécurité et compétition accrue pour l'accès aux ressources naturelles). **a remercié également les autorités tchadiennes pour avoir accepté d'abriter la tenue de la concertation.** Il a rappelé le contexte et les potentialités de la région avant de mettre l'accent sur les contraintes (transhumance, insécurité et compétition accrue d'accès aux ressources naturelles). Il a aussi rappelé que le CILSS coordonne plusieurs initiatives en vue d'améliorer la transhumance transfrontalière.
- c. **Le Représentant du Commissaire chargé de l'Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles de la CEDEAO, le Dr ABLASSE BILGO a remercié** à son tour les participants, les partenaires financiers – l'AFD, la Banque Mondiale, la Coopération Suisse qui ont permis de combiner les efforts pour organiser efficacement la tenue de cette concertation de haut niveau. Il a salué les efforts que déploient les Etats, les organisations socioprofessionnelles, avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour lever les obstacles liés à la transhumance et d'améliorer le climat d'exercice de ce mode de production. A cet effet, la politique agricole régionale de la CEDEAO a été d'un apport capital par son leadership qui a permis de mobiliser des fonds, pour développer des initiatives

allant dans le cadre de la prévention des conflits relatifs à la transhumance dans la région ainsi que dans le bassin du lac Tchad. Il a poursuivi son allocution en insistant sur la complexité de la transhumance, phénomène qui intègre des aspects juridiques relatifs à la mobilité des personnes et des biens ; sociaux (c'est avant tout une question d'identité sociale avant d'être économique) et économiques car des millions d'individus interviennent dans la filière bétail. Il est confronté de nos jours au défi sécuritaire. C'est pour traiter de cette problématique nouvelle que la CEDEAO a organisé en Avril 2018 à Abuja une concertation régionale à laquelle le Tchad, le Cameroun et la République Centrafricaine ont été invités. La concertation de Ndjamenas est une conséquence de la mise en œuvre des recommandations de cette conférence régionale. Ses conclusions seront reversées aux autres concertations planifiées au cours de l'année 2019.

- d. **Le Directeur Général de l'élevage, Dr. MBAINDINGATOLOUM Molélé Fidèle** après avoir remercié la Commission de la CEDEAO et l'APESS qui ont choisi le Tchad pour abriter la présente concertation, a félicité et encouragé les organisateurs de ladite rencontre pour le travail de préparation accompli en si peu de temps. L'objet de la concertation à Ndjamenas montre que le pastoralisme reste d'actualité et est un important instrument pour l'intégration des peuples, la lutte contre l'insécurité alimentaire et pour le développement économique, social et culturel. Il est alors déterminant de développer des instruments et politiques inclusives pour trouver des solutions en vue de promouvoir un pastoralisme et à une transhumance transfrontalière apaisés. Toutefois, il existe des défis à relever tels que la faiblesse des échanges interrégionaux des produits animaux du fait des multiples obstacles tarifaires et non tarifaires qui entravent la circulation des animaux et de leurs produits vers des marchés pourtant porteurs ; l'émergence et la montée en flèche de l'insécurité des populations et de leurs biens qui réduisent le développement de la filière bétail. Fort de cela, il invite les participants à cette rencontre sous régional à aborder avec pertinence les sujets relatifs à l'amélioration de la gestion des flux de transhumance transfrontalière afin de fournir aux décideurs politiques les arguments permettant de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles relatives aux déplacements des animaux entre les pays en présence.

Session 1. Partage du bilan de la campagne écoulee 2018/2019 et définition des actions pour assurer une campagne de transhumance transfrontalière apaisée en 2019/2020.

8. Cette session a enregistré plusieurs communications faites par les leaders des organisations socio professionnelles des pasteurs et les experts des Etats et des institutions représentées. **Elle a débuté par une historique de la concertation multi acteurs comme stratégie et moyen de création d'un environnement favorable au pastoralisme en général et à une transhumance apaisée en particulier.**

4.1. La dynamique de la concertation multi acteurs pour une transhumance apaisée

9. ***La concertation pour une transhumance apaisée : origine, portée et place dans la stratégie de pacification des mouvements de bétail en Afrique de l'Ouest et au Sahel.*** Cette communication a été faite par Mr Boureima Dodo, Secrétaire Permanent du RBM. Il a introduit l'historique de ce type de concertation de haut niveau sur la transhumance apaisée dont le RBM a été un des principaux promoteurs en se fondant sur le nécessaire dialogue entre tous les acteurs concernés dont notamment les OP et les décideurs politiques sur cette problématique de mobilité du bétail et de la transhumance transfrontalière. Pour le

communicateur, une économie communautaire ne peut se passer d'un levier de développement aussi important que le pastoralisme par son apport socio-économique à toutes les échelles géographiques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le Réseau Billital Maroobé considérait aussi que la résolution des problèmes de la transhumance transfrontalière sera un jalon important dans la construction de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest et au Sahel. **Ce processus de construction de la stratégie de concertation peut se résumer en quatre points essentiels :**

- a. **Les rencontres transfrontalières, de 2000 à 2005.** Le RBM s'est focalisé sur les trois pays du Sahel (Région du Liptako). Les rencontres consistaient à renforcer les capacités des éleveurs des trois pays à mieux connaître les dispositions des textes qui régissent la transhumance transfrontalière, ainsi que les opportunités que leur offrent ces textes.
- b. **Le virage du forum de Gogounou (Bénin).** Ce n'est plus une concertation entre éleveurs, mais étaient présents outre les éleveurs, des autorités politiques et des institutions d'intégration et cela dans un pays côtier : le gouverneur de Kebbi (Nigeria), les représentants du CILSS, de l'UEMOA et de l'ALG ; ainsi que des représentants des pays comme le Niger, le Burkina, le Mali et le Bénin étaient de la partie.
- c. **La construction de partenariat institutionnel et stratégique pour conduire le dialogue politique.** Pour conduire le dialogue politique, le RBM s'est inscrit dans la construction de partenariats institutionnels et stratégiques. Protocole signé avec l'ALG en 2011 sur l'analyse critique des textes sur la transhumance dans l'espace ALG. Cette phase marque le début de la phase préparatoire du programme d'appui aux organisations (PRAOP) dont l'idée est de construire ce dialogue avec la CEDEAO comme partenaire central. Nous ne venons plus à la CEDEAO les mains vides.
- d. **L'avènement de la réunion de haut niveau, à partir de 2014.** Dans sa conception actuelle, le dialogue politique de haut niveau sur la transhumance transfrontalière a bénéficié de plusieurs facteurs clefs de réussite, grâce auxquels des acquis importants ont pu être enregistrés, mais ce processus doit encore faire face à de véritables défis.

10. Les facteurs de réussite de ce processus sont nombreux. Au titre des plus marquants et décisifs, on note : (i) le regain d'intérêt des partenaires pour le pastoralisme à travers de nouveaux programmes, notamment avec la Déclaration de N'Djaména (mai 2013), (ii) l'expérience initiée par un pays côtier à savoir le Togo qui s'est doté de manière participative avec les pays du Sahel, des outils de gestion de la transhumance (comités nationaux de transhumance), (iii) la volonté politique qui émerge dans les pays d'accueil (avec notamment leur implication dans les travaux de préparation du PRIDEC et les espoirs dont il est porteur pour les pays non touchés par le PRAPS). Tous ces facteurs ont concouru à l'institutionnalisation de la Concertation de Haut Niveau sur la transhumance apaisée, comme seul cadre régional qui traite de la problématique du Développement et de la Gestion du Pastoralisme entre pays côtiers et pays du Sahel. Le processus s'est inscrit dans la durée avec le portage politique de la CEDEAO, qui a en outre décentralisé la tenue de ces rencontres de haut niveau. La qualité technique du rôle stratégique du Hub Rural et du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) a été déterminante pour l'enracinement du processus et de cet outil de dialogue.

11. Les acquis du Dialogue Politique sur la transhumance transfrontalière sont nombreux : (i) avènement des Comités nationaux de la transhumance, à l'instigation du Togo, dont se sont dotés de nombreux pays ; (ii) développement de réflexions stratégiques sur le pastoralisme avec la validation des études de faisabilité de la composante « aliment du bétail » de la Réserve Régionale de Sécurité alimentaire, (iii) facilitation des discussions sur la préparation du PRIDEC (Composante Régionale, Composantes nationales, travaux sur les BPC...), (iv) relance des réflexions de la Task Force élevage pastoral au niveau régional, (v) développement

des modèles de réplification de ce dialogue dans les autres bassins de production et d'échanges dont celui de l'Est porté par l'APCESS, (vi) le leadership affirmé de la CEDEAO qui a inscrit l'élevage avec le pastoralisme comme un sujet stratégique.

12. Cependant des défis persistent : (i) l'implication soutenue des acteurs non étatiques dans les réflexions sur l'avenir du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière, (ii) (II) les outils et instruments de politiques qui sont élaborés pour adresser la transhumance transfrontalière par les pays côtiers sont parfois perçus comme des mesures sécuritaires non favorables à la transhumance, (iii) le coût élevé de l'organisation de ces rencontres et la faible appropriation par les Etats des recommandations. Pour preuve aucun pays ne procède à une restitution nationale des résultats des rencontres de haut niveau.

13. Les débats qui ont suivi cette présentation ont mis l'accent sur :

- a. **Les contraintes majeures de l'espace du Lac Tchad : l'insécurité, les vols d'animaux et la chute de la naira. Sur la base de son expérience avec l'appui du PRAPS/CILSS dans cette zone, l'APCESS a mis l'accent sur les contraintes majeures de l'espace du Lac Tchad : vols d'animaux, kidnapping des enfants, dégradation des ressources naturelles, problèmes de santé animale, mauvais état des routes, insuffisance des infrastructures marchandes et chute de la naira.** Elle a également fait part des thématiques et actions prioritaires proposées par les acteurs pour le développement de l'élevage et du pastoralisme dans le Bassin du Lac Tchad. Des recommandations ont été faites allant dans le sens surtout de renforcement des capacités des pasteurs et de développements des modèles opérationnels de gestion durable des questions de la transhumance au sein des espaces transfrontaliers locaux. L'APCESS a abordé également les perspectives, comme échangé avec les acteurs locaux sur la mise en place d'un protocole d'entente liant les régions frontalières du Bassin du Lac Tchad
- b. Dans ce sillage **les représentants du Nigeria ont mentionné l'importance de l'éducation et de la citoyenneté** pour favoriser l'intégration sociale des transhumants. Ce pays travaille aussi sur la question des droits de pâturage et aussi développé un programme d'éducation en faveurs des populations nomades qu'il serait important de capitaliser.
- c. La nécessité d'implication de la République Centrafricaine dans le processus en construction. La **délégation de RCA souligne qu'elle n'a pas été impliquée jusque-là dans le dialogue régional alors qu'elle reçoit régulièrement beaucoup de troupeaux du Tchad**, malgré la fermeture de la frontière. Pour l'instant le travail de l'APCESS et des ONG se concentrent sur l'Ouest mais n'aborde pas la question de la transhumance en zone sahélienne ou à la frontière soudanaïenne. L'enjeu souligné est celui de l'éducation des pasteurs pour favoriser leur intégration sociale. La réunion a reconnu l'importance d'associer la RCA dans la dynamique portée par APCESS..
- d. **Le président de l'interprofession des éleveurs et de la filière bétail au Tchad –CONFIFET- souligne les terribles menaces et les violences subies par les éleveurs** et les commerçants de bétail (9000 têtes de bovins enlevés par Bako Haram). Il a insisté sur la nécessité de construction de plus de synergie avec entre les organisations des pasteurs et des autres usagers des ressources naturelles. A sa suite le leader de la COPAFIB a insisté sur le partenariat tissé entre la FNEC et le RBM/Tchad et la préparation d'une rencontre transfrontalière prévue avec l'appui de la FAO. L'enjeu est de mettre en place un espace de dialogue transfrontalier Tchad/RCA.

- e. La représentante de la coordonnatrice du PRAPS est intervenue sur la nécessité de **renforcer la dynamique de dialogue transfrontalier entre les cadres de proximité et les cadres de haut niveau**. Comment peut-on réussir à emboîter ces espaces actifs à différentes échelles, s'est-elle interrogée ?
- f. L'Assistant technique auprès du DADR a **rappelé la stratégie d'appui au dialogue qui est soutenue par la CEDEAO : celle d'une implication directe des Etats et des organisations structurées au niveau régional RBM/APESS/CORET/COFENABEVI**. C'est une logique de pyramide ascendante que la CEDEAO veut soutenir à travers ce dialogue. Elle doit être ancrée sur les comités locaux (comités nationaux de transhumance, comités transfrontaliers et autres inter collectivités) qui constituent la base du dialogue et de cette concertation. La CEDEAO ne veut pas se substituer aux acteurs : Etats, organisations régionales et CILSS.

14. Cette session a été clôturée par une présentation faite par le CILSS sur les outils de dialogue qu'il promeut pour faciliter la réduction et la gestion des conflits d'accès aux ressources pastorales. En effet le CILSS met en œuvre deux des trois composantes du PEPISAO, projet qui prolonge les actions du PASHA. Il s'agit d'outils Sensibles à la Prévention des Conflits « SPC » et mis en œuvre par ce dernier. Ces outils sont focalisés essentiellement sur la prévention des conflits liés à l'exploitation des infrastructures marchandes. Il dénote que des premières analyses bilan qui ont été faites, il se dégage la nécessité de compléter les outils par l'élaboration d'autres outils complémentaires qui vont s'adresser non seulement à la gestion des conflits liés au pastoralisme, mais aussi sur la prévention des conflits liés à l'usage d'autres ressources pastorales telles que : le couloir de passage, les aires de pâturage, aires de repos, etc. Il a été également mis en exergue le processus de mise en place d'une capacité opérationnelle durable en matière de prévention et gestion des conflits liés au pastoralisme au sein du CILSS.

4.2. Bilan de la campagne de transhumance dans le bassin du Lac Tchad

15. La présentation du bilan de la campagne de transhumance transfrontalière a été introduite par le Directeur de Développement Pastoral du Niger. Dans ce pays l'année 2018 a été une année globalement exceptionnelle en terme de bilan fourrager, évalué à +12%. Le Niger a participé à la rencontre de Haut Niveau de septembre 2018. L'objectif que s'est fixé le Ministère est « 0 perte humaine au Bénin ». A cet effet, le Niger a aussi organisé une mission au Bénin au mois de janvier 2019 pour rencontrer les éleveurs nigériens en transhumance dans ce pays. Un protocole a été signé entre le Bénin et le Niger pour faciliter le passage entre les deux pays. Des accords de coopération transfrontalière ont été accompagnés également entre la Région de Dosso et l'Etat de Kebi, ainsi qu'entre Maradi-Katsina au Nigéria. Ceci a abouti à un accord bilatéral sur l'organisation et la gestion de la transhumance transfrontalière entre la région de Maradi (République du Niger) et l'Etat de Katsina (République Fédérale du Nigeria). Cet accord a été proposé par le forum des parties tenu les 30 et 31 Janvier 2017 à Maradi et a été signé par les Gouverneurs de la Région de Maradi et de l'Etat de Katsina.

16. Au niveau national le Niger a également mis en place le Certificat International de Transhumance (CIT) tout au long de la frontière en assurant les actions renforcées de vaccinations qui y sont associées. Plusieurs actions dont la mise à disposition d'aliments du bétail et hydraulique pastorale, et des actions de formation au cadre réglementaire ont été réalisées dans quatre régions par le Réseau des Organisations des Pasteurs et Eleveurs du Niger. Enfin spécifiquement sur la zone du Lac Tchad, un projet de prévention des conflits est en cours avec un appui de la FAO et la CBLT. Les plus grandes difficultés rencontrées résident dans la non maîtrise des statistiques sur les mouvements de troupeaux, le manque de

connaissance et de compréhension des textes, notamment celui définissant le CIT, l'occupation croissante des espaces pastoraux par les champs, la montée de l'insécurité du bétail.

- 17. A la suite du Niger, le représentant du Cameroun** a présenté de manière assez globale les différents systèmes d'élevage utilisant les espaces agro-pastoraux du Nord du pays. Des actions de gestion des espaces et des ressources pastorales ont été développées par le programme de développement local (PRODEL). Le programme a également accompagné la mise en place d'un comité national de transhumance. Dans le cadre des appuis du programme PASGIRAP, des cadres de concertation ont été développés, un décret fixant les modalités de réglementation des espaces agro-pastoraux a été également mis en chantier.
- 18. La situation de la RCA, pays d'accueil des transhumants en provenance du Tchad, du Cameroun et du Soudan demeure complexe.** La crise de 2012-2014 a fortement désorganisé tous les systèmes d'élevage, les couloirs de transhumance ne sont plus respectés. En 2015 avec l'appui de la FAO, a été lancé un travail de nouvelle cartographie des couloirs de transhumance. En 2015, une plateforme nationale sur le pastoralisme et la transhumance a été lancée. Elle devait se réunir une fois par an en présence des différents ministères impliqués. L'évolution positive du contexte a permis la validation en 2019 d'un accord pluripartite. Celui-ci comporte un chapitre spécifique consacré à la transhumance qui attire l'attention sur les menaces des groupes armés. Le ministère de l'Elevage de RCA a aussi la volonté d'organiser une réunion annuelle pour faire en sorte que la transhumance se passe au mieux. Elle prévoyait d'inviter les représentants du Tchad, mais cette rencontre a été décalée dans l'agenda en raison de contraintes du Président. Une rencontre a aussi été organisée avec la RDC où beaucoup de pasteurs se sont réfugiés mais où la pression, la violence et les maladies constituent des risques supplémentaires. Au titre des perspectives pour une prochaine campagne de transhumance apaisée 2019/2020 figurent : (i) la cartographie des couloirs de déplacement des animaux pour sécuriser le commerce du bétail, (ii) la relance de l'organisation annuelle de la réunion sur la transhumance, (iii) l'organisation de l'accueil de la prochaine rencontre sur la transhumance entre la RCA et le Tchad (en 2019 au Tchad et 2021 en RCA) ; (iv) enfin la révision des statuts de la FNEC et l'organisation de son assemblée générale.
- 19. Les représentants du Nigeria ont fait une intervention succincte mentionnant la nouvelle politique d'élevage du Pays visant à s'adapter à la pression sur les ressources pastorales et les points d'eau.** La question de l'éducation des sociétés pastorales a également été soulignée comme un élément fondamental de l'intégration des éleveurs.
- 20. Le représentant du Tchad a fait une brève présentation** mentionnant l'importance numérique de son cheptel au sein de l'espace considéré, confirmée par les résultats du dernier recensement du cheptel. Mais ceci se conjugue avec des dynamiques d'accaparement des ressources pastorales. Cette situation motive le travail en cours sur la préparation d'un Code Foncier, avec l'appui de la Plateforme Pastorale soutenue par le projet PASTOR. Ce travail vise à intégrer les éléments contenus dans le Code Pastoral qui n'a pu aboutir en 2014. Sur le terrain plusieurs programmes s'investissent dans le dialogue, mais aussi dans les travaux d'aménagements pastoraux hydrauliques ainsi que de santé animale pour prévenir les problèmes sanitaires.
- 21. A la suite de ces présentations assez diversifiées faites par les ministères de l'élevage des cinq pays, ce sont les OP nationales qui ont été invitées à présenter leur bilan des actions menées** pour prévenir les risques de conflits liés à la transhumance transfrontalière. **Le ROPEN-RBM** a fait part des visites qu'il a organisé dans ce cadre aux éleveurs transhumants du Niger présents au Bénin dans le cadre du partenariat avec l'ANOPER, mission qui s'est terminée à Cotonou pour échanger avec le Ministère de l'élevage. L'objectif était aussi de soutenir la mise en place du Comité National de la Transhumance qui était encore dans les tiroirs. Grâce à la mobilisation des comités régionaux, le niveau national a enfin été stimulé

dans sa mise en place. Par ailleurs l'organisation a participé aux états généraux du foncier et aux débats pour la préparation de la politique foncière.

- 22. La FNEC de RCA** en pleine refondation au sortir de la crise traversée en 2012 souligne tout l'intérêt de pouvoir travailler dans le cadre de ce type de rencontre avec les pays voisins du Niger et du Tchad. Pour elle, l'enjeu pour la prochaine campagne est de pouvoir mieux informer les éleveurs, ce qui est essentiel pour une transhumance apaisée.
- 23. Au Tchad la CONFIFET** ; interprofession de l'élevage souligne les tensions récentes à l'Est du pays et apprécie l'expérience et le dynamisme des OP au Niger. **La COPAFIB, autre faîtière du Tchad**, à son tour souligne qu'elle mène pour sa part plusieurs activités pour promouvoir une transhumance transfrontalière apaisée, notamment aux abords du Lac Tchad et le long de la frontière Centrafricaine avec le soutien de plusieurs partenaires, la FAO, l'OIM, le FIDA.
- 24. Au Cameroun les OP appuient la mise en place d'un observatoire qui suit les mouvements** des troupeaux entre les communes de départ, les communes de transit et les communes d'accueil dans la région de l'Extrême Est. Quatre réunions de cet observatoire ont été organisées en particulier en début de saison des pluies. Les éleveurs mentionnent par ailleurs une évolution avec l'arrivée précoce des dromadaires provenant du Tchad. La difficulté que rencontrent les leaders est celle de l'intégration des leaders communautaires dans le dialogue.
- 25. Le secrétaire permanent du RBM a conclu cette session en mettant en exergue la pertinence de** l'espace de dialogue constitué pour traiter de la question de la transhumance transfrontalière entre pays côtiers et pays sahéliens et donc des conflits agro-pastoraux, agriculteurs-éleveurs. Dans l'espace **centré sur le bassin du Lac Tchad, on est confronté à des défis nouveaux dont celui de l'insécurité. Ces nouveaux défis** sont peu discutés dans les échanges alors qu'ils sont au cœur des problématiques pastorales de cet espace.
- a. L'insécurité des personnes et des biens est liée aux actions des groupes armés, mais aussi dans certains cas aux pratiques des forces armées qui interviennent parfois de manière inappropriée. Par ailleurs, l'aide humanitaire apportée dans ces zones à travers les camps de réfugiés n'est pas adaptée aux éleveurs avec leur bétail.
 - b. La question foncière est très disputée, la menace d'accaparement des terres pastorales demeure une menace de plus en plus aigüe. Les textes sont insuffisamment appliqués et la crainte est que certains acquis soient ainsi remis en question au détriment des pasteurs.
 - c. **La CEDEAO a créé des espaces de dialogue dans lesquels les organisations de la société civile participent à la construction des politiques publiques**, mais ensuite dans les pays il reste beaucoup à faire pour que les Etats s'inscrivent dans ce dialogue effectif avec la société civile.
 - d. Enfin la question de la veille pastorale est aussi en cause, l'essentiel des outils d'alerte précoce sont en effet bâtis sur le calendrier agricole.
- 26. Le représentant de l'APESS**, a rappelé que l'on a toujours prôné la nécessité d'améliorer les services à l'élevage, mais jamais suffisamment les services aux éleveurs. Or, l'enjeu est le développement de services aux éleveurs, parmi lesquels l'accès à l'éducation doit prendre une place plus importante. L'insécurité est en effet une menace centrale du bassin du lac Tchad. Elle s'étend aussi à l'intérieur du Cameroun et de la RCA. Ainsi dans l'Adamaoua les éleveurs sont abattus, pris en otage contre rançon...

- 27. Enfin, le représentant de la CEBVIRHA** mentionne qu'au Congo se met en place un passeport pour le bétail qui devrait permettre de mieux contrôler les mouvements transfrontaliers.
- 28.** Au total, à l'issue des différentes présentations, les acteurs conviennent que la campagne de transhumance 2019 s'est globalement bien passée, car marquée par de nombreuses initiatives de concertation inter acteurs et de mesures d'accompagnement soutenues avec des investissements structurants. Les acteurs reconnaissent néanmoins la persistance de tensions à de nombreux endroits, malgré l'absence de données chiffrées pour illustrer les différentes allégations.

Session 2 : la mise en œuvre des initiatives régionales dans le domaine de la promotion d'une transhumance apaisée

- 29.** Présentation des principaux projets régionaux PRAPS, PEPISAO, PREDIP, FAO. Ces programmes et projets travaillent sur plusieurs dimensions, l'information, le dialogue pour la prévention des conflits d'accès aux ressources, la mise en place des infrastructures hydrauliques et marchandes, la surveillance et la lutte contre les maladies transfrontalières, et la construction des choix publics dans ce sous secteur. Les résultats sont intéressants, notamment, notamment en ce qui concerne les luttes contre les maladies transfrontalières, la pacification de la transhumance transfrontalière et la commercialisation du bétail. voir power point des présentations.
- 30.** Les échanges au terme de ces présentations ont apporté des compléments à plusieurs des actions menées, notamment du côté des OP. Le thème qui a retenu le plus d'attention des participants a été celui de la gouvernance foncière, suite à une question de l'AEN du Tchad sur le droit de reconnaissance des terroirs d'attache au Niger. Les OP du Niger ont souligné que l'ordonnance sur le pastoralisme (après 12 ans de discussion, n'est pas passée sous forme d'une loi), comporte 12 décrets d'application en préparation, mais seuls quatre ont abouti pour l'instant. Cette loi affirme que la mobilité est un droit des éleveurs, ceci est fondamental. Il est vrai qu'avec la mise en place du dispositif du code rural, notamment les Commissions foncières départementales (COFODEP) puis les Commissions foncières Communales beaucoup de travaux de délimitation des aires de pâturages et des couloirs ont été réalisés depuis le début des années 2000 au Niger. L'élaboration des Schémas d'Aménagement Foncier régionaux est également en cours dans la plupart des régions, permettant la caractérisation des espaces pastoraux et la clarification de la vocation de chacun de ces espaces. Mais malgré cela, le constat est que les enclaves pastorales continuent à disparaître sous la pression des champs, la zone pastorale continue à être grignotée. L'enjeu est donc de continuer à suivre et alerter chaque fois que le respect du droit pastoral est mis à mal.

Session 3 : les chantiers de construction d'une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

- 31.** L'assistant technique Elevage et Pastoralisme a présenté la stratégie de construction d'une vision partagée de l'élevage mobile que le PEPISAO accompagne. C'est une des actions que la composante 3 du PEPISAO peut faire de mieux à l'échelle des quinze pays de la CEDEAO, ainsi que les deux pays associés de la Mauritanie et du Tchad. Pour la construire dans le dialogue et intégrer la diversité des problématiques des systèmes d'élevage de ces espaces, il est envisagé de procéder en quatre grandes étapes, une par an.

- a. **L'année 1 en cours est consacrée à une meilleure connaissance partagée du contexte du pastoralisme à travers :** (i) une analyse de la portée et des limites des cadres réglementaires qui régissent la transhumance, (ii) une analyse de la perception qu'ont les différents acteurs sur la transhumance et comprendre quels peuvent être les marges d'évolutions, (iii) l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux dans les zones d'accueil, mais aussi dans les zones de départ et de transit, (iv) Conduire une réflexion prospective permettant de replacer la vision partagée dans une perspective de moyen terme.
- b. **L'année 2 s'inscrit dans le processus de formulation de la stratégie** qui repose sur la construction de plusieurs scénarii argumentés permettant de faire des choix de la vision à développer. Au cours de cette année, il sera procédé à : (i) une analyse des incidences de certains phénomènes comme : le boom démographique soutenu, l'évolution du cheptel, l'évolution de la demande en protéines animales, les changements climatiques, la poussée de l'insécurité des biens et des personnes sur les systèmes d'élevage. Une attention particulière sera accordée aux germes de changements susceptibles d'être capitalisés et mis à l'échelle. Cette analyse sera sanctionnée par la construction de scénarii tendanciels qui seront mis en débat.
- c. **L'année 3 sera centrée sur la renégociation du cadre réglementaire régional**, le cas échéant en intégrant la formulation des instruments de politique régionale et des mesures adéquates.
- d. **L'année 4** sera consacrée à l'appui à apporter aux pays pour ajuster les cadres nationaux à la réglementation régionale.

32.Plusieurs points de discussions se dégagent de cette présentation :

- a. **Les représentants de la RCA** ont insisté sur la nécessité de l'intégration de leur pays dans le processus de construction d'une vision partagée pour que cette politique se construise de manière cohérente et intègre les réalités de la RCA, importante zone d'accueil du bétail sahélien. La RCA manifeste aussi sa volonté de reprendre la main sur la politique et l'action de sécurisation de la mobilité, alors qu'aujourd'hui ce sont certaines Organisations Non Gouvernementales Internationales qui contrôlent une part importante des moyens sans forcément maîtriser la question.
- b. Les représentants de la CEDEAO ont réaffirmé la volonté et la disponibilité de leur institution d'impliquer à ses côtés la CEEAC et la CEBVIRHA pour adresser pleinement la problématique du soutien au pastoralisme dans cet espace du Lac Tchad, avec l'objectif qu'en 2020 on ait une session ministérielle à l'issue de la session technique de cette rencontre de haut niveau sur la transhumance transfrontalière apaisée.
- c. Le représentant de APESS a souligné l'importance du rôle des OP dans le processus engagé, dont l'organisation est confiée au RBM et à l'APESS pour aborder au plus près les éléments de la problématique et construire des propositions adaptées de politiques publiques de soutien au pastoralisme.
- d. Pour le secrétaire permanent du RBM, la démarche de construction de la vision partagée doit franchir des obstacles, notamment celui de la compréhension claire du pastoralisme dans sa dimension véritablement communautaire et étatique par l'ensemble des acteurs. Pour lui il faut s'attacher à ce qu'il y ait une véritable appropriation de cette stratégie par les acteurs. Est-ce qu'on peut construire une vision endogène sans soutien externe ? Ne risque-t-on pas d'être confronté à cette contradiction ? Pour lui, le premier travail est de déconstruire les préjugés sur le

pastoralisme. Quand les gens vont comprendre véritablement le pastoralisme, on verra qu'ils ne s'arrimeront aux textes et donc que les textes seront à revoir.

- e. Le représentant de la CEDEAO a indiqué que le processus de construction de cette vision partagée se veut méthodique et non précipité. Le caractère communautaire de l'élevage n'est pas une réalité dans les faits pour une raison : la région n'est pas encore dans un marché commun, ce qui justifie pour le moment le fait qu'on soit contraint de faire reconnaître que ce mouvement des animaux constitue un bien public communautaire. C'est l'analyse de la perception des parties prenantes des systèmes d'élevage qui doit progressivement permettre de faire intégrer par les acteurs dans leur vision, les différents gains nets tirés du pastoralisme transfrontalier. Il faut aller de manière progressive et méthodique, sachant que le PEPISAO à lui seul ne dispose pas du tiers des ressources qui sont nécessaires pour mener un tel processus.

V. La clôture de la concertation

- 33. La cérémonie de clôture** a été marquée par quatre interventions ; celles : (i) du représentant du Président de APESS, (ii) du représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS, (iii) du représentant du Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources Naturelles de la CEDEAO et (iv) du Directeur Général de l'élevage de la République du Tchad. Tous les intervenants ont salué la qualité des résultats obtenus à l'issue de la concertation et les perspectives que ce sont fixés les participants. Le Directeur Général de l'élevage a promis rendre compte des conclusions de la concertation aux autorités tchadiennes en général et au Ministre chargé de l'élevage et des productions animales en particulier.
- 34.** A l'issue de la concertation, une délégation conduite par l'Assistant Technique Elevages et Pastoralisme auprès de la DADR de la CEDEAO s'est rendue au cabinet du Ministre de l'élevage et des productions animales. Elle a pu rendre compte des principales conclusions et recommandations de la concertation et écouter attentivement les propos du Ministre sur les actions que déploie le Gouvernement du Tchad pour promouvoir l'élevage et sécuriser le pastoralisme dans ce pays . Le Ministre a formulé des recommandations pour une meilleure organisation du dialogue au cours des prochaines années.

VI. Conclusion générale de la rencontre

- 35.** Cette rencontre a constitué une première particulièrement stratégique pour échanger sur la situation de la transhumance transfrontalière dans l'espace du Lac Tchad. Elle a ainsi permis de réunir les représentants des Etats et des organisations pastorales du Nigeria, du Cameroun, de Centrafrique, du Tchad et du Niger pour une première rencontre de bilan, d'informations et de prospective.
- 36.** Par l'acuité des thèmes abordés et l'engagement des acteurs participants, cette première rencontre préside à **la naissance d'un espace de dialogue sur la transhumance transfrontalière dans un espace sous-régional à cheval sur les espaces CEDEAO et CEEAC.** Cet espace se caractérise par de très fortes perturbations des systèmes pastoraux tant dans la zone du Lac Tchad que sur une partie du territoire centrafricain et même tchadien.
- 37. La rencontre a rempli son objectif de jeter les bases d'un espace de dialogue permettant ces différents échanges entre Etats et OP.** Plusieurs points d'amélioration seront à intégrer à la prochaine édition pour que le processus se structure et participe de la vision partagée de la problématique entre Etats et OP,

- 38.** Tout en maintenant le principe d'organisation responsabilisant les OP Régionales, il s'agira de **réussir une implication beaucoup plus significative de la CEEAC** pour consolider le caractère carrefour de cet espace de dialogue entre Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest.
- 39.** Les étapes préparatoires dans les cinq pays concernés doivent être effectivement réalisées avec l'appui conjoint de la CEDEAO/CEEAC et les OP. Ceci devrait permettre de structurer de manière plus cohérente les bilans partagés et les feuilles de route des pays et des OP centrés sur la facilitation de la transhumance transfrontalière.
- 40.** Si la prochaine édition se confirme au Tchad, la **Plateforme Pastorale du Tchad devrait être un atout important de l'organisation et faciliter la préparation de la prochaine concertation.** Ce type d'activité de dialogue régional est à replacer en perspective de la mise en œuvre d'une partie des recommandations essentielles développées par la Déclaration de N'Djamena en mai 2013 (notamment sur la Gouvernance et la sécurité).

VII. Recommandations issues de la rencontre

- 41.** Les participants soutiennent que le processus engagé doit être renforcé et intensifié au vu des enjeux de l'espace de dialogue ainsi constitué.
- 42.** La rencontre recommande que la suite de ce processus d'animation implique plus directement les organisations d'intégration régionale CEEAC et CEDEAO pour un meilleur portage politique, d'une part et des institutions techniques de coopération (CBLT et CEBEVIRHA) pour une meilleure internalisation des enjeux de développement local, d'autre part.
- 43.** Ils recommandent que la concertation de Haut Niveau puisse se nourrir et s'articuler aux concertations locales sur les sites stratégiques pour la transhumance. Les problèmes de la transhumance se gèrent sur le terrain. Ici la nature des questions à traiter concerne celle de la transhumance, mais aussi de la sécurité des populations pastorales et le soutien aux éleveurs victimes de ces zones de conflits. Chacun de ces trois thèmes devraient être abordés de manière spécifique dans les bilans et les feuilles de route respectives.
- 44.** Les pays comme les OP devraient améliorer la préparation de ce dialogue annuel en s'appuyant sur une structure de présentation du bilan des activités de soutien à la transhumance transfrontalière, à la prévention des conflits et à l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens dans les zones considérées.
- 45.** La question de la sécurisation du foncier pastoral a suscité beaucoup d'échanges à la suite de la présentation du projet gouvernance des terres pastorales et de l'expérience du Niger et du Tchad. Ce thème devra faire l'objet d'un développement spécifique lors des prochaines rencontres pour intégrer les travaux en cours au Nigeria, au Tchad et en RCA notamment.
- 46.** Les participants recommandent que les institutions techniques et les programmes régionaux (CILSS, CBLT, PRAPS) procèdent à une cartographie approfondie des

interventions très diversifiées dans cet espace (humanitaire, sécuritaire et développement) de manière à favoriser plus de synergie et pertinence des actions conduites en faveur des éleveurs impactés par cette crise.

- 47.** Les participants invitent le RBM et APESS à renforcer leur base organisationnelle dans les cinq pays et dynamiser leur coopération et interaction pour garantir un meilleur portage des initiatives de concertation par la société civile au niveau local.
- 48.** La rencontre confirme l'intérêt de concentrer un focus du dialogue au sein de cet espace centré sur le lac Tchad, et propose d'organiser la prochaine rencontre à Ndjamena au carrefour de la CEEAC et de la CEDEAO.
- 49.** Les participants à la 1^{ère} édition de la Conférence de haut niveau pour une transhumance apaisée dans le bassin du LAC TCHAD remercient le Gouvernement et les autorités de la République du Tchad pour les facilités qui leur ont été accordées.

VII. Liste des participants

N °	NOM ET PRENOM	FONCTION	ADRESSE -EMAIL	NUMERO TELEPHONE
01	EDWIGE YARO BOTONI	RESP.COMP2 PRAPS/CILSS	edwige.botoni@cilss.int	+22670229605
02	MOUSSA ASSOUMANE	COORDONNATEUR R PEPISAO	moussa.assoumane@cilss.int	+22607890530
03	NCHOTU ABRAHAM	REPRESENTANT GOUVERNEUR	nchotu7@yahoo.com	+237677811887
04	Dr ATKAM HAMMAN	DDPIA	atkam-hamman@yahoo.fr	+23767.828767
05	YOUSOUF ALI DJORKODEI	DOPESSP /MEPA	Yadjorkodei@gmail.com	+23566262477
06	BICHARA DREP	PRESIDENT CONFIFET	drepfils55@gmail.com	+23566285536
07	BOUREIMA KODO SOULEYMANE	SG CNC APESS/NIGER	sbkodo9@gmail.com	+22796612176
08	DICKO MINCAILON	LEADERS APESS/BURKINA FASO	mincaillou@gmail.com	+22670698621
09	DJAFAROU SADIOU	SG CNC APESS CAMEROUN	djafarousadiou67@gmail.com	+237652400040
10	ABBA MALLOUM BRAHIM	SG CNC APESS/TCHAD	abbamalloumbrahim@gmail.com	+235 99 19 63 74
11	AHMAT MOUSSA HASSAN	COORDONNATEUR R KAWTAL	djallo.mous2017@gmail.com	+235 66 22 23 25
12	MODIBO OUMAROU	COORDINATEUR CRIPA/APESS	modibooumarou@gmail.com	+226 76785623
13	AHMAT HASSAN MOUSSA	COORDINATEUR PREDIP	ahmat.hassan@cilss.int	+226 62100010
14	AHMAT ADOUM DJIBRINE ABOULFATI	COPAFIB-TD	ahmatadoumaboulfathi@yahoo.com	66032203/99556374
15	OUABA ALBERT	APESS/DORI	Ao.uoaba@gmail.com	+226 72 721 222
16	MHT HOUNENE ISSAKA	RESP.C2 PRAPS- TD	mhthouneneourbo@gmail.com	+235 66 23 62 03
17	SAIDOU KARI	CORDONNATEUR	saidoukari@yahoo.fr	+237 699240631

		CARPA		
18	AHMAT ABDELHADI	CNC/APESS TCHAD		+23566290355
19	AMADOU HALILOU	MEMBRE RBM	ropenniger@yahoo.fr	+22796290849
20	BOUREIMA DODO	SP/RBM	goroubanda@yahoo.fr	+22796497839
21	BABOU SOGUE	AGROECONOMIST E/ECOWAS	babousogue@gmail.com	+2347089504098
22	KHADIDJA GIRSIMI YOUSOUF	SG. ASSOCIATION DES ELEVEURS ET Nomade (AEN)	bineyoguirsimi@gmail.com	66 27 36 70 99 27 36 70
23	KAMGA WALADJO ALAIN RICHI	CHEF SERVICE PRODUCTION ANIMAL CEBEVIRHA	kangawaladjo@gmail.com	+23598 69 14 40 +23566 60 22 72
24	LAWANI.O. AROUNA	REPRESENTANT ROPPA	lawanianiarou@yahoo.fr	+229 97 48 58 44
25	DJAOUGA MAMADOU BOUBACAR	REPRESENTANT COFENABVI/AO	djagboub@gmail.com	+229 97 13 73 77
26	OUSMAN SHEHOU	SG. FNEC	Shehou-ousman@yahoo.fr	+23675050246
27	DR GBAMANGO MOKONDJI	DG/ANDE	domitien- mokondji@yahoo.com	+23672483485
28	Dr ATKAM HAMMAN	DIRECTEUR DE DVPT DES PRODUCTIONS ANIMALES	atkam-hamman@yahoo.fr	+237 679828767
29	JAJI MANU GIDADO	SG. MINEPA	elhjmg@gmail.com	+237677429802
30	IGBEIKOYI. G	ASS DIRECTEREUR RANGE AND PASTORAL	ayokoyi@yahoo.com	+2348022013845
30	BANYANA IBRAHIM	CONSEILLER TECHNIQUE	ibany@yahoo.fr	+22797507240
32	BILGO ABLASSE	CHEF DIVISION TECHNIQUE	abilgo@araa.org	+22892734711
33	BONNET BERNARD	CHARGE DE PROGRAMME IRAM	b.bonnet@iram.fr.org	+23563333217
34	SOULE BIO GAURA	ASSISTANT TECHNIQUE CEDEAO	Soule. bio ecowas@gmail.com	+234 (0) 903 79 20 603
35	ZOUNGRANA PHILIPPE	CORDONNATEUR PRA/GRN/CC	philippe-zoungwana@cilss.int	+22625499600
36	REMY COURCIER	CHEF MISSION ATMO/PASTOR	remycourcier@gmail.com	+235662605461
37	DINGANODJI MEKONYO	FAO	mekonyo.dingamnodji@org	+235 66 25 51 91
38	MARIO TEDO	FAO COORDONNATEU R	mariotedo@fao.org	+235 62934975
39	DJAFAROU SADIOU	SG/CNC APESS CAMEROUN	djafarousadiou67@gmail.co m	+237652400040

40	KANTA MANZO	DDP/MAG/EL	kantamang@yahoo.fr	+227 96996072
41	NAMKOISSE EMMANUEL	DIRCAB/MESA	nam_emma@yahoo.fr	+23675042978
42	MAHAMAT NOUR ABDALLAH	SG. CONFENET	Mhtnourabd@gmail.com	+23566475491
43	ALI BAIGOU	SG SNCECBT	baigouali@gmail.com	+235 63 43 10 22
44	IBRAHIM MAHAMAT	DIRECTOR	Dogondaji73@gmail.com	
45	AHMAT ABOULFATHI OUSMAN	Président COPAFI B-TCHAD	asepertchad@gmail.com	95 20 00 92
46	ABDELDJELIL BRAHIM	SECRETAIRE CONFIFET		+235 66 72 63 04
47	NO ANDI MAMANE TAHIR	EXPERT AGROPAST	nt.nandi3@yahoo.com	

VIII. Agenda de la concertation

Horaires	Activités	Responsable
Journée 1 :		
8h30- 9 heures	Arrivée et installation des participants	CEDEAO/RB M
Cérémonie d'ouverture des travaux		
9h-9h40	❖ Mots de bienvenue du Président de APESS	APESS
	❖ Discours du représentant des partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, Union Européenne, DDC et AFD)	
	❖ Discours du représentant de la CEEAC ou de la CBLT	
	❖ Discours du Commissaire en charge du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO	
	❖ Allocution d'ouverture de Son Excellence, Monsieur le Ministre de l'Elevage de la République du Tchad	
9h40-10h	Retrait des autorités et photo de groupe	Facilitateur
10h-10h30	Pause café	CEDEAO/APE SS
Section 1 : bilan de la campagne et à la définition des actions pour assurer une campagne de transhumance transfrontalière apaisée en 2019/2020		

10h30-10h40	La concertation de haut niveau pour une transhumance apaisée : origine, portée et place dans la stratégie de pacification des mouvements du bétail en Afrique de l'Ouest	RBM
10h40-11H	Les instruments et outils de prévention des conflits développés par le CILSS et les projets régionaux	CILSS /PRAPS /PREDIP/PEP ISAO
11h-11h15	Bilan et leçons des expériences de concertation entre les acteurs du bassin du Lac Tchad	APESS
11h15 -13h	Bilan de la campagne de transhumance 2018/2019 dans le bassin du Lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun et République Centrafricaine) et perspectives pour un bon déroulement de la campagne 2019/2020	Etats participants
13h30-14h30	Pause déjeuner	CEDEAO/ APESS
14h30- 15h	Présentation de la perception du déroulement de la campagne de transhumance par les Acteurs Non Étatiques (ANE)	RBM/APESS/ ROPPA/COR ET
15h-15h30	Discussions générale	
Section 2 : Etat de mise en œuvre des initiatives régionales		
15h-16h30	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Présentation de l'état de mise en œuvre des grands projets régionaux sur l'élevage et le pastoralisme ❖ PRAPS ❖ PREDIP ❖ PACBAO ❖ PEPISAO 	Coordonnateurs des projets /programmes
16h-30-17h	Pause café	
17h-17h30	Synthèse des grandes conclusions et leçons de la journée 1	Facilitateur
Journée 2 : 2019		
Section 4 : Les chantiers de la construction d'une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest et au Sahel		
9h-9h30	Présentation des TDR des études de base : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Evaluation du cadre réglementaire des systèmes d'élevage mobiles et de la transhumance transfrontalière ❖ Impact socio économique et environnemental des systèmes d'élevage extensif et de la transhumance transfrontalière ❖ Perception des systèmes d'élevage mobiles 	CEDEAO / PEPISAO PREDIP
9h30-10h	Discussions générales	
10h-10h30	Pause café	
10h30-13h		

	Etat de la mise en œuvre du cadre réglementaire régional du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière et des cadres réglementaires nationaux	Nigeria, Niger
13h30-15h	Pause déjeuner	
15h-15h30	Renforcement de capacités des acteurs de l'espace CEDEAO sur la « Gouvernance responsable des terres pastorales »	FAO/CILSS
15h30-16h	Pause café	
16h-17h00	Adoption du relevé de conclusions et de recommandations	
17h-17h30	Cérémonie de clôture	
	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Lecture du relevé de conclusions et de recommandations ❖ Discours du Secrétaire de APESS ❖ Discours du représentant des partenaires techniques et financiers ❖ Discours du Commissaire en charge du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO ❖ Allocution de clôture du Ministre de l'Elevage de la République du Tchad 	